

Laisser la Suisse aux affairistes? Non, merci!

VOTATIONS • Le vrai danger pour la Suisse, celui qui gangrène notre cohésion sociale, c'est l'ultra-libéralisme, qui profite des flux migratoires pour s'enrichir, aux dépens des Suisses les plus fragiles. Pensons-y, le 14 juin.

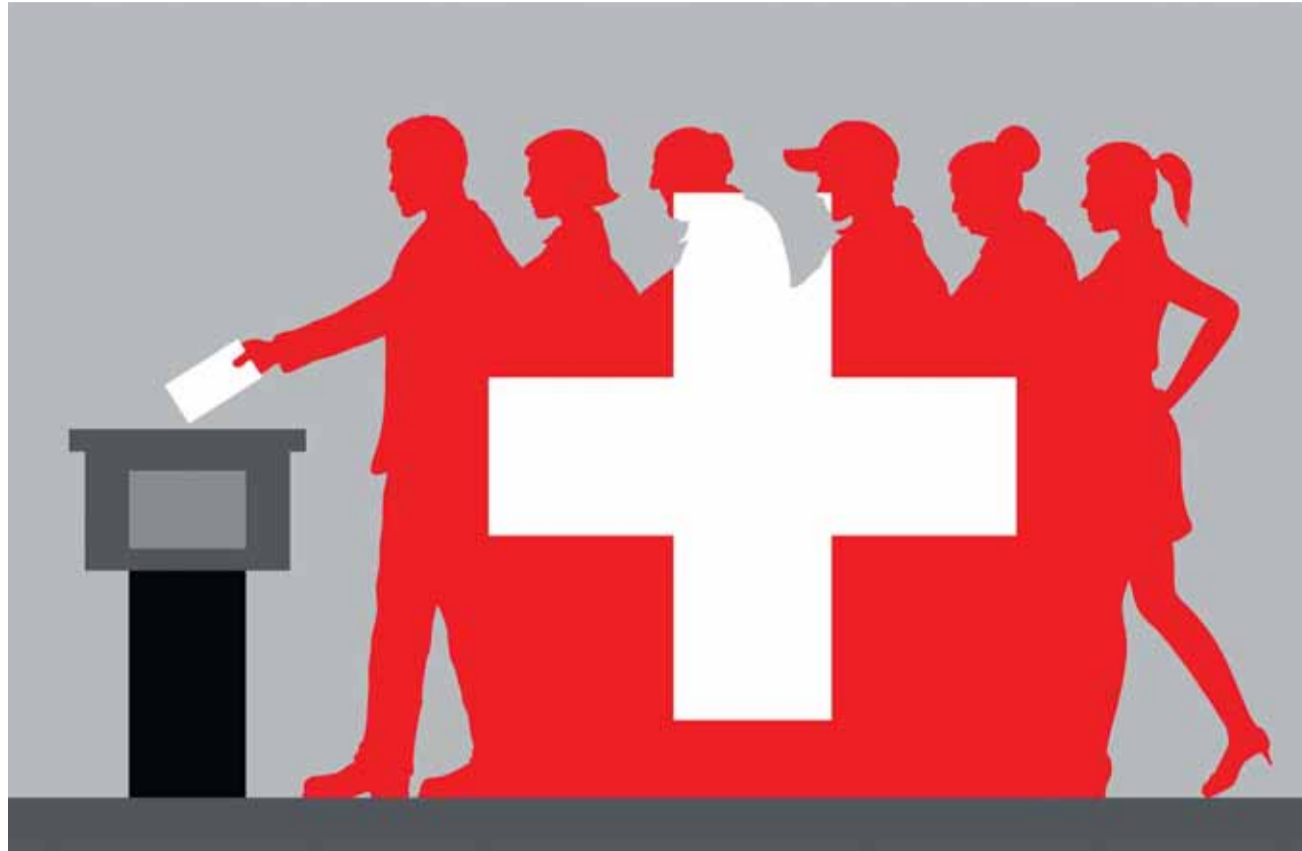
Pascal Décaillet

La votation du 14 juin sur la Suisse à dix millions est l'une des plus importantes de ces dernières années. Elle n'est absolument pas un scrutin contre les étrangers, mais elle veut enfin introduire la régulation drastique des flux migratoires décidée par le peuple et les cantons, le 9 février 2014.

Si cette décision du souverain ultime de notre pays, il y a douze ans, avait été mise en application par le Parlement et les corps intermédiaires, comme ils en avaient le devoir, cette nouvelle initiative n'aurait pas été nécessaire. Il y a eu, clairement, trahison des clercs, trahison des élites, trahison de la «démocratie représentative», comme elle aime se désigner elle-même, non sans arrogance de classe. Et, face à ce coup de poignard, il y a eu réaction d'une partie du peuple suisse. Alors oui, la Suisse à dix millions, c'est la revanche du 9 février 2014. La revanche, non des perdants, mais CELLE DES GAGNANTS!

Responsabilité écrasante de la droite libérale

«Démocratie représentative»: mais qui «représentent-ils», ces emmurés de la molasse bernoise, à se pavaner en costard sous les lambris du Palais fédéral, lorsqu'ils refusent



«Une moitié, je pense, de la Suisse, votera OUI, l'autre votera NON. Reste à savoir en faveur de qui se jouera la bascule.» 123RF

d'appliquer une décision souveraine du peuple et des cantons? Par ce déni, ils ne «représentent» plus le peuple! La droite libérale, qui porte une responsabilité écrasante dans ce refus de mise en application, apparaît dans cette affaire comme le syndicat des valets du grand patronat, celui-là même qui profite des flux migratoires créés par la libre-circulation, pratique la sous-enchère, empêche les dividendes de la croissance, en oubliant de les redistribuer aux travailleurs.

La gauche a oublié le peuple

La gauche, quant à elle, toute à son carcan idéologique, à sa haine de l'UDC, à son rejet systématique de toute idée avancée par ce parti, ne «représente» plus qu'elle-même. Le peuple, elle l'a oublié. Les souffran-

ces des ouvriers suisses, fragilisés pas la submersion migratoire, elle ne les écoute pas. Ce comportement, cette alliance totalement malsaine avec les forces ultra-libérales qui gangrènent notre cohésion sociale, la gauche suisse devra un jour les payer. Les flux migratoires, elle les laisse déferler, toute heureuse d'engager de nouveaux cotisants dans les syndicats, qui engraisseront ainsi leur propre machine, le serpent se mord la queue.

Avant tout, les intérêts supérieurs de notre pays

Le 14 juin, chaque citoyenne, chaque citoyen de notre pays se prononcera individuellement, en conscience, comme il doit d'ailleurs le faire lors de chaque vote. Nul, je dis

bien nul, ne doit lui dicter son choix. Les partis donnent leur point de vue, très bien, mais nul citoyen ne doit écouter d'autre guide que sa petite voix intérieure, celle de son intime conviction. Une moitié, je pense, de la Suisse, votera OUI, l'autre votera NON. Reste à savoir en faveur de qui se jouera la bascule. Pour ma part, je ne fais jamais procès à personne de son vote. D'ici là, parlons du fond. Et pensons, très fort, aux intérêts supérieurs de notre pays. C'est le seul, l'unique enjeu, au moment de la décision suprême, qui doit guider chacun de nous. ■

COMMENTAIRE

PASCAL DÉCAILLET
Journaliste
indépendant
genevois,
producteur
et animateur
d'émissions
de télévision



MAIS ENFIN, BON SANG!

Mais enfin, bon sang, pourquoi les socialistes, ce vieux parti qui a tant contribué à faire la Suisse moderne, s'allie-t-il avec le grand patronat, au lieu de prendre au sérieux la question démographique? Le parti de Tschudi, cet immense conseiller fédéral bâlois, qui a mené à terme, tambour battant, trois réformes complètes de l'AVS, entre 1959 et 1973.

Ce qui ne va pas, c'est de rejeter un texte, sous le seul prétexte qu'il vient de l'UDC. C'est complètement idiot! Le PS et l'UDC ne sont pas des copains, et ne le deviendront jamais. Sur tant d'autres sujets, leurs opinions divergent totalement. Mais là, ponctuellement, il y a la possibilité de faire reculer l'ennemi commun: l'ultra-libéralisme, destructeur de services publics, de lien social.

Mais enfin, bon sang, pourquoi les Verts, qui défendent à juste titre la qualité de vie, le respect de l'environnement, la préservation du patrimoine et des paysages, s'allient-ils avec les forces de l'Argent, qui les détruisent à longueur d'année? La question démographique, dans un pays comme le nôtre, avec ce relief si particulier, ce Plateau qui n'est pas extensible à souhait, devrait pourtant intéresser les Verts, au premier chef! Personne ne demande aux Verts de partir en vacances avec des UDC. Juste réfléchir, avec un minimum d'honnêteté intellectuelle.

Dans cette histoire de Suisse à dix millions, la responsabilité de la gauche est écrasante.

Le coin politique

Teo Frei, militant de solidaritéS et de la coalition No G7

La résistance s'organise contre le G7 et son monde

MONDIALISME • Dans quel monde allons-nous vivre mi-juin 2026? Avec Trump et ses alliés du G7 qui viennent dans la région lémanique coordonner leurs agendas de la terreur, c'est impossible à dire. Depuis février, l'Iran ou le Liban sont à nouveau les cibles d'Israël et des Etats-Unis, en plus du génocide à Gaza qui continue à bas bruits et des autres agressions militaires qui se déchaînent contre les peuples. Quels seront les prochains à subir les foudres des impérialistes? Dans l'incertitude de cette situation internationale dramatique, la mobilisation se construit à Genève contre le G7 et le monde qu'il porte avec lui, celui du profit pour quelques-uns et des bombardements pour les autres.

Mais c'est pour détourner l'attention sur cette dramatique réalité que tous les projecteurs médiatiques sont braqués ailleurs. La droite et le grand patronat agitent les peurs et souhaitent interdire toutes les manifestations, n'en déplaise à l'urgence de la situation internationale, à la Constitution suisse et au droit international, qui ne laissent guère de doute: manifester est un droit fondamental, qui ne dépend pas du bon vouloir des autorités. Et c'est lorsque nos droits les plus élémentaires sont bafoués, tels que les droits à l'existence et à l'autodétermination des peuples qui sont niés



par les puissances du G7, que manifester devient une nécessité.

Face à l'internationale des forces d'extrême-droite qui veulent un monde uniforme où les différences sont cachées et les oppositions clandestines, agir pour réaffirmer nos droits, ici en Suisse comme partout ailleurs, est un devoir. C'est le sens de la coalition No G7, qui réunit la Grève féministe, organisatrice des grandes manifestations du 14 juin depuis 2019, ainsi que des mouvements pour la Palestine, des syndicats, des collectifs écologistes, contre le racisme et pour la solidarité internationale.

Le contre-sommet No G7, du 13 au 17 juin à Genève, est une étape importante dans la construction d'un front large, uni et divers. Pour construire la résistance à l'échelle locale et internationale, et poser les jalons d'un autre monde. Deux grands moments sont prévus: des rencontres militantes le 13 juin avec des tables rondes, des conférences, des stands, du foot populaire, une cantine et des animations, et une grande manifestation pacifique, déterminée et colorée le 14 juin!

Prendre la rue et s'organiser est aujourd'hui plus que jamais essentiel. Les dirigeants du G7 préparent les prochaines guerres, l'exploitation des travailleuses et des travailleurs et le pillage des ressources. A nous d'organiser ensemble la solidarité entre les peuples! Avant qu'il ne soit trop tard.

Coup de gueule

Cédric Bouchard, président/directeur de Taxiphone Genève SA

Un anniversaire sans grandes avancées

TAXIS • Le 1er mai 2025, le Tribunal fédéral (TF) sonnait le glas des pratiques d'Uber à Genève en confirmant le statut d'employés de ses chauffeurs et la location de ceux-ci par ses sociétés partenaires. Uber allait enfin devoir respecter ses chauffeurs, avec un salaire conforme au minimum genevois couvrant toutes les heures de travail. Les centaines de millions qu'Uber n'avait pas payés à la TVA allaient enfin devoir être payés.

Je pensais qu'avec ce définitif changement de modèle imposé à Uber, la concurrence déloyale à l'égard des taxis qui subsistent depuis tant d'années les pratiques douteuses de cette multinationale prendrait fin.

Un an plus tard, les chauffeurs travaillant pour Uber ne sont toujours pas payés en respect des conditions légales et Uber a réussi à continuer à ne pas payer la TVA sur la totalité de son CA. Les sociétés qui louent les chauffeurs à Uber sont toujours sans autorisations, l'OCIRT (Office cantonal de l'inspection et des relations du travail) ne donnant que l'illusion qu'il tente de faire appliquer la loi. Si Uber doit finalement payer ses chauffeurs et leurs cotisations sociales sur tout leur temps de travail, en respect du salaire minimum genevois, le prix de ses courses prendra l'ascenseur pour devenir bien supérieur au prix des taxis. Sa disparition est programmée. Pour contrer cette réalité, Uber tente par tous les moyens de faire adhérer les chauffeurs de taxis indépendants à sa plateforme. En préten-

dant abusivement qu'un chauffeur de taxi qui travaille pour elle serait un indépendant, contrairement aux chauffeurs de VTC, décrets employés par le TF. C'est bien sûr absurde, car le TF a qualifié les relations entre chauffeurs et Uber, sans faire aucune différence entre taxis et VTC.

Il serait bon de rappeler au Conseil d'Etat que sa position est insoutenable, et contraire à la décision du TF, qui stipule que, si un chauffeur de taxi indépendant travaille comme employé d'une entreprise, il perd aussitôt sa concession (AUADP). On ne peut pas ignorer la loi et je veillerai personnellement à son application rigoureuse.

Le Conseil d'Etat est-il de son côté prêt à violer la loi et les décisions du TF pour protéger Uber? L'avenir de la profession de taxi est sombre si nos autorités sont incapables de faire respecter la loi et les décisions du Tribunal fédéral.

Des villes, comme Barcelone, Rome ou Paris, ont réussi à donner leur véritable place aux taxis, et laisser les applications Uber, BOLT en marge.

Un an après un fol espoir que tout allait enfin rentrer dans l'ordre, grâce au Tribunal fédéral, je tente de comprendre si nos autorités font preuve de lenteur coupable, d'incapacité, de laxisme ou de favoritisme. Il serait temps qu'elles se réveillent et prennent conscience des véritables enjeux, qui sont des enjeux de société dépassant les taxis. L'avenir me l'apprendra.